

Second tour des municipales en France : la gauche et les écolos gagnent, les électeurs désertent

lundi 29 juin 2020, par [BREDOUX Lénéaïq](#) (Date de rédaction antérieure : 29 juin 2020).

Les gauches, et singulièrement les écologistes, ont engrangé une série de victoires dimanche, avec notamment la conquête de Lyon, Montpellier, Bordeaux ou Strasbourg. Mais le niveau historique de l'abstention rend définitivement hors norme ce scrutin marqué par la pandémie de Covid-19.

Sommaire

- [La débâcle pour Macron](#)
- [La vague verte](#)
- [Le PS freine sa décomposition](#)
- [« Victoire relative » à \(...\)](#)
- [LR tient le choc mais sans](#)
- [Malgré Perpignan, le RN \(...\)](#)
- [Le PCF en perdition](#)

La vague est verte, et à gauche, mais la plage est désertée. C'est le double enseignement du second tour des élections municipales de dimanche 28 juin, marqué par des conquêtes des écologistes et de leurs alliés, comme Bordeaux, Strasbourg ou Lyon, en attendant Marseille, souvent aux dépens de La République en marche, laminée, et par une abstention historique.

La crise démocratique n'a jamais été aussi forte. Selon les estimations, l'abstention atteint 59 %. Soit environ vingt points de plus qu'il y a six ans. Le 15 mars déjà, moins d'un électeur sur deux - 44,3 %, contre 63,5 % en 2014 - s'était déplacé pour voter.

Les précautions sanitaires exceptionnelles prises - port du masque obligatoire dans les bureaux de vote, gel hydroalcoolique, changement des règles pour les procurations - n'y ont rien changé.

Les raisons en sont multiples. Elles sont en partie conjoncturelles avec la peur de la maladie - le premier tour avait été ponctué par une série de polémiques sur les risques de contamination -, et le désintérêt d'une partie de l'électorat pour un scrutin organisé avec trois mois et demi de délai entre les deux tours.

Elles sont aussi structurelles : malgré quelques remontées ponctuelles, comme lors des dernières européennes, la participation décline depuis de longues années. Parallèlement, le désamour pour les institutions de la V^e République, le désaveu d'une partie des élites et la défiance généralisée, notamment au sein de l'électorat populaire, pour un personnel politique jugé hors-sol ne cessent de

croître.

Les maires, qui ont longtemps cru qu'ils échapperaient à ce « démagisme », sont également concernés.

Dans ce contexte, la lecture des résultats des élections municipales est forcément sujette à caution. Tous les responsables politiques, même quand ils avaient engrangé des succès, ont dû en convenir dimanche soir, de Martine Aubry, réélue à Lille, parlant de « crise démocratique », à Marine Le Pen, appelant à « s'interroge[r] pour savoir ce qui fait que les Français se détournent des urnes ».

Dans une intervention diffusée sur YouTube, Jean-Luc Mélenchon a évoqué un « néant civique » [1]. « La masse du peuple français est en guerre civique », a-t-il expliqué.

Même les mieux élus auront bien du mal, pendant six ans, à se défaire du procès en légitimité qui entourera fatalement leur succès.

La débâcle pour Macron

En attendant, les tendances dessinées par le vote de dimanche sont nettes. La première est la défaite sans ambiguïté du parti présidentiel : La République en marche a perdu son pari de bousculer la donne politique à l'échelon local, comme elle l'a fait il y a trois ans à l'échelle nationale.

Ses alliances avec Les Républicains pour contrer les écologistes n'y ont rien fait.

À l'exception notable du Havre où le premier ministre Édouard Philippe l'a largement emporté (retrouvez ici nos résultats ville par ville), LREM a perdu partout, ou presque. Ses rares victoires sont à mettre au crédit de maires LR sortants, comme à Toulouse où Jean-Luc Moudenc a finalement réussi à se faire réélire face à l'écologiste Antoine Maurice.

À l'inverse, Paris fait figure de symbole : la tête de liste Agnès Buzyn a fait moins de 15 % et ne siègera pas au conseil de Paris. La ministre Marlène Schiappa, candidate dans le XIV^e arrondissement, non plus (*lire l'article de Pauline Graulle sur la victoire d'Anne Hidalgo*).

À Lyon, le baron Gérard Collomb, qui était allé jusqu'à s'allier aux Républicains de Laurent Wauquiez pour espérer sauver sa place, est défait. À Strasbourg, Alain Fontanel (ex-PS passé à En Marche), qui avait scellé un accord avec la droite, a perdu.

« Il faut comparer ce qui est comparable [...]. En 2014, nous n'existions pas », a tenté d'expliquer la porte-parole du gouvernement Sibeth Ndiaye, satisfaite d'engranger « 10 000 élus ». Elle a tout de même dû concéder, sur le plateau de France 2, des résultats parfois « extrêmement décevants », comme à Lyon, en raison de « divisions ».

À l'Élysée, Emmanuel Macron veut désormais tourner la page au plus vite et tenter de se relégitimer sur un champ de ruines (*lire l'analyse d'Ellen Salvi*).

La vague verte

Les principaux vainqueurs de la soirée sont incontestablement les écologistes. Arrivés en position de force au soir du premier tour, le 15 mars dernier, ils vont bien au-delà de leurs espérances en conquérant plusieurs très grandes villes comme Lyon, Strasbourg, et même Bordeaux, mais aussi

Poitiers, Besançon, Tours, Annecy... EELV a également remporté Colombes, dans les Hauts-de-Seine, face à la droite incarnée par Nicole Goueta, 82 ans.

À Lyon, où Grégory Doucet (*lire son portrait de notre partenaire Mediacités [2]*) l'a emporté, les écologistes, autrefois qualifiés de « Khmers verts » par le battu du soir, Gérard Collomb, peuvent même rêver s'emparer de la métropole.

À Bordeaux, le succès est encore plus impressionnant, tant il était inattendu : l'écologiste Pierre Hurmic, à la tête d'une liste d'union, a fait tomber l'héritier d'Alain Juppé, le LR Nicolas Florian, qui avait fusionné avec LREM au second tour. L'exploit est d'autant plus notable que l'ancien candidat à la présidentielle du NPA Philippe Poutou s'était maintenu et a obtenu 10 %... Là encore, c'est toute la métropole bordelaise qui devrait basculer entre les mains de la gauche.

Même si les écologistes sont défaits à Lille où la socialiste Martine Aubry l'a emporté [3] de 227 voix devant son ancien allié, Europe Écologie-Les Verts confirme ainsi sa bonne santé retrouvée, après le scrutin européen de l'an passé. Pour un parti qui sortait absolument éreinté du quinquennat de François Hollande et qui avait dû renoncer à présenter un candidat en 2017, c'est un sacré exploit.

Et c'est toute une nouvelle génération, plus jeune, plus paritaire aussi, qui arrive au pouvoir – la nouvelle maire de Poitiers Léonore Moncond'huy a 30 ans seulement, et Jeanne Barseghian qui a remporté la triangulaire de Strasbourg, 39 ans.

EELV confirme aussi que, malgré les discours d'une partie de ses dirigeants, le parti écologiste gagne quand il s'allie à gauche. S'il a gagné certaines villes contre le PS (par exemple à Strasbourg), une grande partie de ses succès sont en effet à mettre au crédit de listes d'union de la gauche, comme à Tours (*lire notre reportage [4]*), à Bordeaux ou même à Lyon.

Le PS freine sa décomposition

Le constat est tout aussi vrai pour les socialistes : là encore, Martine Aubry à Lille, qui l'a emporté face aux écologistes, fait figure d'exception. À Rennes, Nantes, Paris, où le PS a gagné, les têtes de liste Nathalie Appéré, Johanna Rolland et Anne Hidalgo, étaient parvenues à un accord de second tour avec EELV (*lire notre article sur les accords PS/EELV [5]*).

Les socialistes peuvent tout de même souffler un peu. Laminés lors du dernier scrutin municipal de 2014 où ils avaient perdu beaucoup de leurs bastions, portés disparus aux dernières présidentielle et législatives, ils ont gagné plusieurs villes dimanche 28 juin.

C'est par exemple le cas à Quimper, perdue par l'ancien conseiller de François Hollande Bernard Poignant en 2014 et reconquise par une socialiste alliée au reste de la gauche, Isabelle Assih, à Saint-Denis où Mathieu Hanotin a repris la ville aux communistes, à Chambéry avec l'ancien ministre Thierry Repentin, ou encore à Périgueux.

À Nancy, une ville qui n'a pas connu de maire de gauche depuis 1946, le sortant de droite, Laurent Hénart, est battu par le socialiste Mathieu Klein, soutenu dès le premier tour par le PCF, et dont la liste arrivée en tête le 15 mars avait fusionné avec celle du candidat EELV.

À Montpellier aussi, c'est une nouvelle génération de socialistes qui l'emporte avec la victoire de Michaël Delafosse, lui aussi allié aux écologistes et aux communistes.

Selon le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, il s'agit d'un « élan », « quelque chose est en train

de naître, un bloc social et écologiste ». Et pour les socialistes, c'est une sacrée revanche après les défaites de 2017 et sur le pari macroniste de la mort des vieux appareils.

« Victoire relative » à Marseille : l'union par en bas

Marseille est à la fois le plus beau symbole pour la gauche et les écologistes et un cas à part : dans la ville dirigée par Jean-Claude Gaudin, qui ne se représentait pas, la victoire annoncée de Michèle Rubirola ne peut pas être revendiquée par un seul parti. Cette médecin est écologiste mais n'est plus encartée à EELV, le mouvement avait d'ailleurs présenté un candidat contre elle au premier tour, avant de fusionner les listes avant le second.

Elle était soutenue par des mouvements citoyens, par les Insoumis et par le PS, dans le cadre d'un travail unitaire - « le Printemps marseillais » - qui doit aussi beaucoup aux mobilisations locales, notamment contre le mal-logement après les effondrements de la rue d'Aubagne.

Ce dimanche, malgré 10 000 voix d'avance sur la liste LR emmenée par Martine Vassal, le Printemps marseillais ne peut se réjouir que d'une « victoire relative », en raison du système électoral indirect, divisant la ville par secteur. L'élection du maire jeudi prochain est incertaine. La gauche pourra-t-elle compter sur les voix de la socialiste Samia Ghali ? La candidate LR Martine Vassal, qui a perdu dans son secteur du 6/8, pourra-t-elle compter sur les voix du dissident LR Bruno Gilles ? Un nouveau candidat sortira-t-il du bois ? En politique, Marseille n'est jamais une évidence.

LR tient le choc mais sans gloire

« Il y a trois ans qu'on enchaîne les défaites », a de son côté rappelé le patron de LR Christian Jacob, sur le plateau de France 2. Cette fois, son parti « renoue avec la victoire », [...] « après les échecs de la présidentielle et des législatives », promet-il avant de viser déjà les scrutins suivants : cela « laisse augurer favorablement des sénatoriales et des départementales », jure Jacob.

En réalité, pour Les Républicains, la pilule est un peu plus amère qu'espérée : si la droite, grand vainqueur des élections municipales de 2014, mais en grande difficulté depuis la présidentielle, a conservé une large partie de ses villes, la probable perte de Marseille et certaine de Bordeaux sonne comme un avertissement sévère.

L'échec de Rachida Dati à Paris est un autre souci pour le parti dont l'électorat est bien souvent siphonné par LREM.

Malgré Perpignan, le RN fait profil bas

C'était attendu à l'issue du premier tour et au vu des alliances du second : Louis Aliot l'a nettement emporté à Perpignan, avec 53 % des voix devant le maire sortant LR Jean-Marc Pujol.

L'ancien vice-président du Front national, devenu Rassemblement national, qui en était à sa quatrième tentative, était cette fois parvenu à convaincre une partie des notables de la ville, y compris d'anciens colistiers LREM (*lire le reportage de Lucie Delaporte*)...

Perpignan était la ville la plus emblématique pour le RN dans ces élections municipales puisqu'elle était la seule ville de plus de 100 000 habitants gagnable par le parti.

Mais ailleurs, le Rassemblement national, dont une grande partie des sortants avaient été réélus dès le premier tour, est loin d'avoir validé sa stratégie d'élargissement de son implantation locale. Il a même enregistré plusieurs défaites, comme à Lunel (Hérault), ou à Vauvert (Gard), où le maire PS sortant Jean Denat l'emporte d'« environ 150 voix » (*lire le reportage de notre partenaire Le D'Oc [6]*).

Le PCF en perte

À l'autre bout du spectre politique, le Parti communiste, pourtant satisfait des résultats du premier tour avec - entre autres - une victoire à Montreuil (Seine-Saint-Denis), a enregistré une série de défaites, parfois spectaculaires : en Seine-Saint-Denis, il a perdu ses bastions historiques de Saint-Denis (*lire notre article [7]*) et d'Aubervilliers (respectivement au profit du PS et de l'UDI), tout en regagnant Bobigny ; il est aussi défait à Saint-Pierre-des-Corps et Givors (Rhône), une commune de près de 20 000 habitants dans le Rhône, gouvernée depuis 67 ans par le PCF...

Les communistes ont également perdu dans leurs fiefs de Champigny-sur-Marne (Val-de-Marne), Arles, Villeneuve-Saint-Georges (Val-de-Marne), Firminy (Loire), Bezons (Val-d'Oise)... Le PCF l'a en revanche emporté à Villejuif (Val-de-Marne). À Corbeil-Essonnes, c'est une victoire particulière pour l'opposant de toujours : Bruno Piriou, à la tête d'une liste d'union de la gauche, l'a finalement emporté contre le LR Jean-Pierre Bechter, héritier de Serge Dassault et au pouvoir depuis plus dix ans dans cette ville d'Île-de-France.

Lénaïg Bredoux

P.-S.

- MEDIAPART. 29 juin 2020 :
<https://www.mediapart.fr/journal/france/290620/municipales-la-gauche-et-les-ecolos-gagnent-les-elec-teurs-desertent>

POURQUOI S'ABONNER A MEDIAPART ?

- Site d'information indépendant
- Sans subventions ni publicité sur le site
- Journal participatif
- Financé uniquement par ses abonnements

<https://www.mediapart.fr/abonnement>

Les articles de Lénaïg Bredoux sur Mediapart :

<https://www.mediapart.fr/biographie/lenaig-bredoux>

Notes

[1] https://www.youtube.com/watch?v=SVdHSp5gj_Q&feature=emb_title

[2] <https://www.mediapart.fr/journal/france/250620/gregory-doucet-l-inconnu-aux-portes-de-la-ma>

[irie-de-lyon](#)

[3] <https://www.mediapart.fr/journal/france/260620/lille-martine-aubry-joue-son-va-tout-sur-les-quartiers-populaires>

[4] <https://www.mediapart.fr/journal/france/020220/tours-la-gauche-joue-l-union-contre-une-droite-morcelee>

[5] <https://www.mediapart.fr/journal/france/030620/municipales-entre-ecolos-et-socialistes-l-accord-est-presque-la-norme>

[6] <https://www.mediapart.fr/journal/france/250620/vauvert-le-rn-joue-la-carte-du-medecin-de-campagne-face-au-baron-ps>

[7] <https://www.mediapart.fr/journal/france/050620/dans-son-bastion-de-saint-denis-le-pcf-file-tout-droit-vers-une-defaite-historique>